



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57036 Metz

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 17 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS**

Chemin de la Reine  
57170 Fresnes-en-Saulnois

Références : FRESNES-EN-SAULNOIS\_PE-FRESNES\_2024-07-17\_RAPVI\_LVM\_26248

Code AIOT : 0006209319

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 mars 2024 dans l'établissement SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS implanté chemin de la Reine 57170 Fresnes-en-Saulnois. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEPE DE FRESNES EN SAULNOIS
- CHEMIN DE LA REINE 57170 Fresnes-en-Saulnois
- Code AIOT : 0006209319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Fresnes-en-Saulnois est constitué de 5 éoliennes de 100 m de hauteur de mât, 145 m du hauteur totale, d'une puissance unitaire de 2,3 MW et d'un poste de livraison électrique. Il bénéficie du régime de l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets ;
- Risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Élimination des déchets en 2021 et 2022	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 partiel	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende
4	Détection de	AP de Mise en	Avec suites, Mise en	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
	glace	Demeure du 06/04/2023, article 3	demeure, respect de prescription	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion des déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 partiel	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs prescriptions réglementaires ne sont pas respectées sur les thématiques élimination des déchets dangereux et détection de glace. Une amende et une astreinte administrative sont proposées pour le non-respect de l'arrêté de mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a engagé des actions correctives permettant de lever la non-conformité constatée lors de la visite du 7 octobre 2022 pour la mise en place de détecteurs incendie. L'action de l'exploitant met fin à la mise en demeure sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Élimination des déchets en 2021 et 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 partiel
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/10/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 : La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, en fournissant les justificatifs des transferts et des intervenants de la filière d'élimination de ses huiles usagées (déchets dangereux), pour les dernières opérations de maintenance effectuées en 2021 et 2022. [...]

Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'évacuation des déchets dangereux de l'installation (huiles de vidange des aérogénérateurs) a été réalisée par la société allemande Deutsche Windtechnik (DWT) (entreprise sous-traitante pour la maintenance du parc de Fresnes-en-Saulnois) en Allemagne, entre 2021 et mi 2023. L'exploitant indique que 3 enlèvements d'huiles usagées ont eu lieu sur le parc éolien de Fresnes-en-Saulnois entre 2021 et 2022.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- Un certificat de transfert du 5 février 2021 de la société "Energie éolienne - GmbH and co KG" localisée à Rennerod en Allemagne pour une quantité de 550 kg d'huiles usagées. Le transporteur identifié est la société FKM à Mannheim. Le certificat de transfert ne comporte pas de date d'élimination et pas de signature ;

- Un certificat de reprise du 4 mai 2021 par la société "Energie éolienne - GmbH and co KG". Le transporteur identifié est la société FKM. Buster A and R GmbH à Mannheim. L'élimination a été réalisée par la même société que le transporteur. Ce document n'est pas signé, ne comporte pas de quantité éliminée ou transportée et pas de date d'élimination ;

- Un certificat de reprise du 25 janvier 2022 par la société Deutsche Windtechnik (DWT) à Rennerod par le transporteur Allemand "Mineralölhandel Hans Schmidt GmbH and co KG" à Fürth, élimination à Hanau par la même société pour une quantité de 726 kg. Aucune signature n'est apposée pour l'étape d'élimination et aucune date n'est indiquée.

L'inspection constate qu'aucun document présenté ne correspond à un bordereau de suivi des déchets français (documents allemands). Des déchets dangereux ont été éliminés en Allemagne sans demande de transferts transfrontaliers. Les étapes d'élimination des huiles usagées ne sont ni datées, ni signées et aucun document ne certifie que les entreprises d'élimination allemandes soient autorisées à éliminer ce type de déchets dangereux.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la société DWT a mélangé les déchets dangereux de plusieurs parcs éoliens dont ceux du parc de Fresnes-en-Saulnois, d'où les quantités importantes d'huiles de vidange identifiées sur les documents présentés.

Les justificatifs des transferts des huiles usagées fournis ne sont pas recevables. L'inspection constate que l'article 1er partiel de la mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 n'est pas respecté, et ne pourra l'être. Par conséquent, l'inspection propose d'imposer à l'exploitant une amende administrative pour la mauvaise gestion de ses huiles usagées sur la période de 2021 à 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**N° 2 : Gestion des déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 1 partiel

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]</p> <p>La SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, la mise en œuvre concernant la gestion des déchets dangereux générés par son installation. Cette procédure doit identifier la filière d'élimination de ces déchets et mentionner les documents réglementaires ad hoc.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir changé son mode de fonctionnement pour l'évacuation de ses huiles usagées depuis le mois d'août 2023.</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite d'inspection qu'un conteneur fermé à clé est installé au pied de l'éolienne T1 - NX 80637. Ce conteneur dispose d'une rétention et permet de stocker les déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les aérosols ;</li> <li>- Les chiffons souillés ;</li> <li>- Les emballages souillés ;</li> <li>- Le liquide de refroidissement ;</li> <li>- Les huiles usées (code déchet 130113*) ;</li> <li>- les DIB.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les huiles usagées des aérogénérateurs sont stockées pendant une période de 2 à 3 semaines dans le conteneur. Les déchets sont par la suite repris par la société Colleco. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun enlèvement d'huiles usagées n'a eu lieu depuis le mois d'août 2023. Le prochain enlèvement est programmé pour le mois d'avril 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un contrat signé du 17 novembre 2021 de la société Deutsche Windtechnik (DWT) localisée à Osnabrück en Allemagne (entreprise sous-traitante pour la maintenance du parc de Fresnes-en-Saulnois) pour l'acceptation d'une offre de prestation de service de collecte des déchets dangereux par la société Colleco.</p> <p>La société Colleco, localisée à Gauchy (02430) dans l'Aisne dispose du récépissé de déclaration n°A-7-N6IPZJY76I du 31 octobre 2017 analysé par l'inspection pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une activité de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710-1-a de la nomenclature ICPE), pour une quantité maximale autorisée de 6,9 tonnes ;</li> <li>• une activité de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (rubrique 2718-2 de la nomenclature ICPE), pour une quantité maximale autorisée de 0,99 tonnes.</li> </ul> <p>L'article 1<sup>er</sup> partiel de la mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 est respecté.</p>
<p><b>Observations :</b> Pour rappel à l'exploitant, conformément à l'article R. 543-5 du code de l'environnement, toute collecte d'huiles usagées doit faire l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. La société Colleco (collecteur) peut émettre un bordereau de suivi des déchets dangereux de tournée dédiée et signer l'enlèvement des déchets dangereux du parc éolien de Fresnes-en-Saulnois sans avoir besoin de la signature du producteur sous réserve que le producteur du déchet autorise la collecte sans sa signature (ex: en son absence). Par la suite, le collecteur de déchets devient responsable de la gestion des déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

### N° 3 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 :</p> <p>La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation de détecteurs, dans chaque aérogénérateur, permettant d'alerter l'exploitant ou une personne désignée, en cas d'incendie.</p> <p>Article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li> <li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention et de test des installations du 1er décembre 2023 pour la pose de détecteurs incendie dans les nacelles de chacune des 5 éoliennes du parc.</p> <p>L'installation des systèmes de détection a eu lieu entre les 27 et 30 novembre 2023 par la société maser engineering.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un détecteur incendie dans la nacelle de l'éolienne NX 80641.</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur la procédure applicable en cas de déclenchement d'un détecteur incendie. En cas de déclenchement d'un détecteur incendie, une alerte automatique est transmise au centre de conduite situé en Angleterre, opérationnel 24h/24. Une alerte courriel est également envoyée automatiquement à l'exploitant.</p> <p>L'éolienne est automatiquement mise à l'arrêt d'urgence en cas de déclenchement du système.</p> <p>A réception de l'alerte, le centre de contrôle vérifie à l'aide des données transmises par la machine qu'il ne s'agit pas d'un faux positif. En cas de départ incendie, le centre de contrôle appelle les services d'incendie et de secours puis l'exploitant. Le centre de contrôle coupe l'alimentation générale de la machine à distance et si une perte de communication est avérée, le centre de contrôle contacte ENEDIS pour couper l'alimentation du poste de livraison.</p> <p>Le rapport d'intervention du 1er décembre 2023 certifie le test des installations (fonctionnement et transmission de l'alerte en temps réel au centre de conduite, arrêt d'urgence automatique de l'éolienne en temps réel). Aussi, le centre de conduite est en capacité de transmettre l'alerte aux services d'urgence dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur et de couper l'alimentation générale de la machine dans un délai de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de la machine.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 4 : Détection de glace**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-DCAT-BEPE-86 du 6 avril 2023 :</u> La société SEPE de Fresnes en Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation d'un système permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales des aérogénérateurs. L'exploitant peut également apporter la démonstration, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques que les installations ne sont pas susceptibles de générer un risque de projection de glace.</p> <p><u>Article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :</u> Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un devis signé du 2 mars 2024 pour l'installation de 2 systèmes de détection de glace sur deux aérogénérateurs du parc. D'une part, le devis mentionne qu'il n'est valable qu'en cas de validation par les autorités compétentes que le système prévu (société Eologix) répond aux spécifications attendues. D'autre part, seules deux éoliennes sur les cinq présentes sur le parc sont visées par l'installation d'un système de détection de glace. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'en cas de détection de glace sur une des deux éoliennes équipées d'un système, les autres seraient automatiquement mises à l'arrêt tant que le système détecte la formation de glace. La prescription impose que chaque éolienne soit équipée d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur.</p> <p>La prescription n'est pas respectée. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'imposer une astreinte administrative à l'exploitant tant que le respect des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 avril 2023 n'est pas démontré.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte